



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination à l'égard
des femmes**

Distr. limitée
20 janvier 2003
Français
Original: anglais

**Comité pour l'élimination de la discrimination
à l'égard des femmes**
Vingt-huitième session
13-31 janvier 2003

Projet de rapport

Rapporteuse : Mme Christine **Kapalata**

II. Questions d'organisation et questions diverses

**A. États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes
de discrimination à l'égard des femmes**

1. Au 31 janvier 2003, date de clôture de la vingt-huitième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, ____ États étaient parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, laquelle a été adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 34/180 du 18 décembre 1979 et ouverte à la signature, à la ratification et à l'adhésion à New York en mars 1980. Conformément à son article 27, la Convention est entrée en vigueur le 3 septembre 1981.

2. On trouvera à l'annexe ____ du présent rapport la liste des États parties à la Convention. L'annexe III contient une liste des États parties ayant accepté l'amendement au paragraphe 1 de l'article 20. La liste des États parties ayant signé ou ratifié le Protocole facultatif se rapportant à la Convention, ou qui y ont adhéré, figure à l'annexe ____.

B. Ouverture de la session

3. La vingt-huitième session du Comité s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, du 13 au 31 janvier 2003. Le Comité a tenu ____ séances plénières (589e à 5____) et ____ réunions afin d'examiner les points 7 et 8 de l'ordre du jour. L'annexe ____ du présent rapport contient la liste des documents dont était saisi le Comité.



4. Mme Angela E. V. King, Sous-Secrétaire générale et Conseillère spéciale du Secrétaire général pour l'égalité des sexes et la promotion de la femme, a ouvert la séance en qualité de présidente provisoire.

5. S'adressant au Comité à sa 589e séance, le 13 janvier 2003, la Sous-Secrétaire générale et Conseillère spéciale du Secrétaire général pour l'égalité des sexes et la promotion de la femme a salué les nouveaux membres du Comité qui avaient été élus à la douzième réunion des États parties à la Convention, le 29 août 2002, et félicité les deux membres qui avaient été réélus à cette réunion (voir CEDAW/SP/2002/4, par. 7). Elle a également félicité Mme Fumiko Saiga qui, après avoir mené à terme le mandat de Mme Chikako Taya, avait été réélue membre du Comité à part entière par la réunion des États parties. Elle a en outre salué chaleureusement Mme Salma Khan, laquelle avait rejoint le Comité, après en avoir été absente quelques années et dont elle avait été l'un des éminents présidents. Elle a remercié les experts dont les mandats avaient expiré le 31 décembre 2002, en particulier l'ancienne présidente, Mme Charlotte Abaka, d'avoir dirigé les travaux du Comité.

6. La Conseillère spéciale a fait rapport sur les événements revêtant un intérêt particulier pour les travaux du Comité qui étaient survenus entre la clôture de la session extraordinaire à la fin août 2002 et le début de la vingt-huitième session. Elle a rappelé aux membres que l'étude demandée dans la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, sur les effets des conflits armés sur les femmes et les petites filles, le rôle des femmes dans la consolidation de la paix et la composante femmes des processus de paix et le règlement des différends, à laquelle l'un des membres du Comité avait contribué, était désormais disponible. Elle a ajouté que l'étude sur les femmes, la paix et la sécurité servait en outre de base à un rapport (S/2002/1154) que le Secrétaire général avait présenté au Conseil de sécurité le 28 octobre 2002, et qui proposait 21 mesures, principalement à l'adresse du Conseil de sécurité, et plusieurs engagements à l'intention du Secrétaire général. Ces mesures consistaient à reconnaître les responsabilités s'agissant des violations des droits fondamentaux des femmes pendant les conflits armés; intégrer une perspective sexospécifique dans tous les mandats et opérations des missions de maintien de la paix; renforcer le rôle des femmes dans les processus de paix; et accroître la participation des femmes à tous les stades de l'assistance humanitaire et pendant les processus de reconstruction.

7. La Conseillère spéciale a déclaré que le processus de ratification et d'adhésion concernant la Convention et le Protocole facultatif s'y rapportant se poursuivait à un rythme régulier. Au total, 170 États parties avaient ratifié la Convention ou y avaient adhéré contre 49 pour le Protocole facultatif. En outre, 37 États avaient désormais accepté l'amendement au paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention. La Conseillère a assuré le Comité que son bureau et la Division pour la promotion de la femme continueraient de saisir toutes les occasions qui se présenteraient pour encourager la ratification de la Convention et du Protocole facultatif, ainsi que l'acceptation de l'amendement au paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention.

8. La Conseillère spéciale a fait observer que le Comité était convenu d'examiner à la présente session les rapports de huit États parties, à savoir le Canada, le Costa Rica, El Salvador, le Kenya, le Luxembourg, la Norvège, la République du Congo et la Suisse. Étant donné que le Costa Rica n'était pas en mesure de présenter son rapport pendant la session, le Secrétariat, après consultation avec la Présidente, est

entré en relation avec le Gouvernement albanais, qui a accepté de combiner la présentation de son rapport initial et de son deuxième rapport périodique.

9. La Conseillère spéciale a appelé l'attention du Comité sur certaines questions exposées dans le rapport du Secrétariat sur les moyens d'accélérer les travaux du Comité (CEDAW/C/2003/I/4), notamment : a) les recommandations figurant dans le rapport de la première réunion intercomités des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, tenue à Genève en juin 2002; b) le rapport du Secrétaire général (A/57/387) sur les propositions présentées par les organes créés par traité au sujet de nouvelles procédures plus rationnelles d'établissement de rapports et d'une conception mieux ordonnée de leurs activités; et c) le programme de travail à long terme du Comité concernant les recommandations générales.

10. Mme Carolyn Hannan, Directrice de la Division de la promotion de la femme, a informé le Comité des activités menées par la Division entre septembre 2002 et janvier 2003. Elle a déclaré que la Division, en collaboration avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), avait organisé un colloque judiciaire sur l'application du droit international relatif aux droits de l'homme au niveau national, du 4 au 6 novembre 2002, au siège de la CESAP, à Bangkok. Parmi les participants, qui étaient venus du Bangladesh, du Bhoutan, du Cambodge, de la Malaisie, du Pakistan et de Singapour, se trouvaient des juges, des auxiliaires de justice, des juristes, des fonctionnaires et des universitaires. Mme Savitri Goonesekere, ancien membre du Comité, avait participé au colloque en qualité d'animatrice. Les participants au colloque avaient examiné les possibilités prévues par leur système juridique pour faire bénéficier davantage les femmes et les filles des normes internationales en matière de droits de l'homme et promouvoir leurs droits. Le groupe s'était intéressé à trois thèmes : la nationalité, le mariage et les relations familiales; la violence à l'égard des femmes et des filles; et l'accès des femmes au travail et aux droits liés au travail. Les participants avaient adopté une déclaration dans laquelle ils recommandaient de mieux faire connaître aux juges, aux auxiliaires de justice et aux juristes les normes juridiques internationales applicables aux femmes et aux enfants, afin que ceux-ci prennent en considération ces principes lorsqu'ils instruisent des procès ou rendent des jugements. Ils avaient en outre recommandé que les facultés de droit de la région inscrivent à leur programme d'enseignement le droit international relatif aux droits de l'homme, y compris les dispositions concernant les femmes et les enfants.

11. La Directrice a indiqué qu'à l'issue du colloque, la Division, en collaboration avec la CESAP, avait immédiatement organisé un atelier sur la présentation des rapports concernant la Convention, du 6 au 8 novembre 2002, à Bangkok. L'atelier, qui était destiné aux fonctionnaires des pays asiatiques chargés d'établir les rapports demandés à l'article 18 de la Convention, s'adressait principalement aux États qui n'avaient pas encore présenté leurs rapports initiaux. Les participants étaient venus du Bhoutan, du Cambodge, de la Malaisie, de la République populaire démocratique lao et du Tadjikistan, ainsi que d'États qui n'avaient pas encore ratifié la Convention, tels que l'Afghanistan et le Timor-Leste. L'atelier de la formation dispensée visait à renforcer la capacité des fonctionnaires à établir les rapports demandés aux États parties et à faire mieux comprendre les obligations juridiques imposées par la Convention. Elle portait notamment sur les domaines ci-après : vue d'ensemble du droit international relatif aux droits de l'homme; place de la Convention dans le droit international relatif aux droits de l'homme; processus de

ratification de la Convention; la Convention et ses dispositions; réserves formulées à l'égard de la Convention; règles concernant l'établissement des rapports, y compris les directives et les recommandations générales du Comité en la matière; rôle de la société civile dans l'établissement des rapports; processus d'établissement des rapports, ses résultats ainsi que ses effets au niveau national; mise en oeuvre des observations finales du Comité; et le processus de suivi.

12. La Division avait aussi participé à un séminaire d'experts consacré au paragraphe 1 de l'article 4 de la Convention, organisé par un groupe de chercheurs à Maastricht (Pays-Bas) du 10 au 13 octobre 2002, sous la présidence de M. Flinterman, et auquel Mmes Schöpp-Schilling et Patten avaient également pris part. Ce séminaire avait essentiellement pour objectif de soutenir le Comité dans l'élaboration d'une recommandation générale au sujet du paragraphe 1 de l'article 4 de la Convention, notamment en formulant des propositions concrètes quant à sa teneur.

13. La Directrice a également fait savoir que la Division de la promotion de la femme, en collaboration avec l'Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, avait organisé une réunion d'un groupe d'experts, du 18 au 22 novembre 2002, à Glen Cove (État de New York), sur la traite des femmes et des filles, qui avait mis au jour des stratégies et des programmes de lutte dans ce domaine. Les participants à la réunion avaient étudié une démarche reposant sur les droits de l'homme et les différences entre les sexes afin de prévenir la traite des femmes et des filles et de lutter contre ce fléau; le cadre juridique existant; les causes profondes de la traite des personnes et les moyens d'y mettre fin; le soutien aux victimes et le renforcement de leur pouvoir, les droits des enfants; et les mécanismes nationaux. Ils se sont en outre intéressés aux bonnes pratiques à utiliser dans la lutte contre la traite des femmes et des filles et ont adopté plusieurs recommandations qui figuraient dans le rapport présenté par le Secrétaire général à la quarante-septième session de la Commission de la condition de la femme sur le thème : « Droits fondamentaux de la femme et élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles ».

14. La Directrice a mis en exergue les trois rapports du Secrétaire général établis par la Division, qui avaient été présentés à la cinquante-septième session de l'Assemblée générale. Ces rapports portaient sur des questions présentant un intérêt particulier pour les travaux du Comité, dont la violence contre les femmes; les crimes d'honneur commis contre les femmes; et la traite des femmes et des filles. La Directrice a déclaré que l'Assemblée générale, dans sa résolution annuelle relative à la Convention, avait rappelé qu'un grand nombre de rapports, notamment initiaux, étaient en retard et prié instamment les États parties de faire tout leur possible pour présenter à temps leurs rapports sur la mise en oeuvre de la Convention. L'Assemblée générale avait en outre constaté avec satisfaction que le Comité avait réussi à sa session extraordinaire tenue en août 2002 à examiner les nombreux rapports qui étaient en attente. D'autres résolutions portaient sur la traite des femmes et des filles; la situation des femmes âgées dans la société; les mesures à prendre en vue d'éliminer les crimes d'honneur commis contre les femmes; et l'élimination de toutes les formes de violence contre les femmes, y compris les crimes définis dans le document final de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

15. La Directrice a indiqué que la Division avait en outre collaboré avec l'Union interparlementaire pour élaborer un manuel sur la Convention et le Protocole facultatif s'y rapportant à l'intention des parlementaires. Ce manuel, qui devait être publié sous peu, visait à familiariser les parlementaires avec la Convention et à leur apprendre ce qu'ils pouvaient faire pour mieux assurer son respect et l'application du Protocole facultatif.

16. En conclusion, la Directrice a informé le Comité que, dans son rapport concernant un programme pour aller plus loin dans le changement, qu'il avait présenté à l'Assemblée générale à sa cinquante-septième session, le Secrétaire général avait mis l'accent sur les droits de l'homme, en particulier sur le système des traités et les obligations qu'il impose en matière de présentation de rapports. Le Secrétaire général avait demandé au Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de consulter les organes conventionnels en vue de l'élaboration de nouvelles procédures plus rationnelles d'établissement de rapports et de lui soumettre ses recommandations en septembre 2003 au plus tard. La Directrice a indiqué que le Haut Commissaire avait alors envoyé des courriers à ce sujet à tous les présidents des organes conventionnels.

C. Participation

17. Tous les membres du Comité ont participé à la vingt-huitième session. Mme Rosario Manalo y a participé à partir du _____; Mme Náela Gabr du 13 au __ janvier 2003; Mme Fatima Kwaku à partir du _____.

18. On trouvera à l'annexe ____ au présent rapport la liste des membres du Comité et la durée de leur mandat.

D. Déclaration solennelle

19. À la 589e séance, séance d'ouverture de la vingt-huitième session, les membres du Comité qui avaient été élus à la douzième réunion des États parties à la Convention tenue le 29 août 2002 ont, avant d'assumer leurs fonctions, prononcé la déclaration solennelle figurant à l'article 15 du Règlement intérieur du Comité. Il s'agissait de Mme Meriem Belmihoub-Zerdani, M. Cornelis Flinterman, Mme Náela Gabr, Mme Huguette Bokpe Gnacadja, Mme Salma Khan, Mme Akua Kuenyehia, Mme Krisztina Morvai, Mme Pramila Patten, Mme Victoria Popescu, Mme Fumiko Saiga et Mme Dubravka Šimonovic. Mme Rosario Manalo a prononcé la déclaration solennelle le _____, jour de son arrivée.

E. Élection du Bureau

20. À sa 589e séance, le 13 janvier 2003, le Comité a élu par acclamation les membres du Bureau pour un mandat de deux ans, conformément à l'article 19 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, à savoir Mme Feride Acar (Turquie) au poste de Présidente; Mme Heisoo Shin (République de Corée), Mme Yolanda Ferrer Gómez (Cuba) et Mme Victoria Popescu (Roumanie) en tant que Vice-Présidentes; Mme Christina Kapalata (République-Unie de Tanzanie) en tant que Rapporteuse.

F. Déclaration de la nouvelle Présidente

21. La Présidente nouvellement élue a remercié chaleureusement le Comité pour la confiance qu'il lui témoignait. Après avoir souhaité la bienvenue aux nouveaux membres, elle a rendu hommage aux membres dont le mandat avait expiré le 31 décembre 2002 et elle leur a présenté ses meilleurs vœux de succès dans leurs futures fonctions.

22. La Présidente a poursuivi en soulignant que le dialogue entre le Comité et les États parties était souvent bien plus qu'un simple débat. Il dénotait rigueur intellectuelle, réflexion politique et sensibilité culturelle mais, bien plus encore, il reflétait la parfaite connaissance qu'avait le Comité des questions à l'étude, il témoignait de la profondeur de son analyse des différents types de discrimination sexuelle et il était une source d'indications précieuses pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

23. Les travaux du Comité non seulement avaient conduit à l'établissement de grands principes de politique à l'intention des gouvernements, des décideurs et des exécutants, mais étaient aussi devenus une référence pour les recherches universitaires dans le monde entier. Mme Acar a insisté sur l'influence du Comité dans la construction du monde de demain où la discrimination à l'égard des femmes ne serait plus qu'un souvenir.

24. La Présidente a souligné que, depuis sa création, le Comité avait parcouru beaucoup de chemin, l'organe un peu en marge qu'il était à ses débuts étant désormais au centre du débat international sur les droits de l'homme et du système des Nations Unies. Un tel succès reposait de toute évidence sur les travaux accomplis par tous les membres passés et présents du Comité ainsi que sur le concours apporté par ceux qui avaient offert un soutien inestimable au Comité. C'était grâce au dévouement dont avaient fait preuve les présidentes précédentes et au travail qu'elles avaient accompli que la structure actuelle avait pu être édifiée, pierre par pierre.

25. La Présidente a fait observer que le Protocole facultatif se rapportant à la Convention, instrument devant garantir la meilleure application de la Convention, était devenu une réalité depuis plus de deux ans, ce dont le Comité se félicitait d'autant plus qu'il avait joué un rôle majeur dans son élaboration, sous la direction d'une ancienne présidente.

26. Mme Acar a souhaité que de nouveaux États adhèrent au Protocole facultatif ou le ratifient, ajoutant que son propre pays l'avait ratifié en octobre 2002.

27. La ratification universelle de la Convention elle-même restait, à ce jour, à l'état de vœu pieux. Plusieurs États de différentes régions du monde ne l'avaient pas encore ratifiée et n'étaient peut-être pas en mesure de le faire en raison de difficultés d'ordre matériel, financier ou technique auxquelles il était possible de remédier avec le concours du Comité. La Présidente a rappelé qu'il fallait trouver de nouveaux moyens d'atteindre le but tant recherché, à savoir la ratification universelle, estimant que le Comité devait redoubler d'efforts dans ce sens.

G. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

28. Le Comité a examiné l'ordre du jour provisoire et l'organisation des travaux (CEDAW/C/2003/I/1) à sa 589e séance. L'ordre du jour suivant a été adopté :

1. Ouverture de la session.
2. Déclaration solennelle des nouveaux membres du Comité.
3. Élection du Bureau.
4. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
5. Rapport de la Présidente sur les activités menées entre la session extraordinaire et la vingt-huitième session du Comité.
6. Examen des rapports présentés par les États parties en application de l'article 18 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
7. Application de l'article 21 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
8. Moyens d'accélérer les travaux du Comité.
9. Ordre du jour provisoire de la vingt-neuvième session.
10. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa vingt-huitième session.

H. Rapport du groupe de travail présession

29. À sa neuvième session, le Comité avait décidé de convoquer, pendant cinq jours avant chaque session, un groupe de travail présession chargé d'établir des listes de questions portant sur les rapports périodiques qui devaient être examinés lors de la prochaine session. Le groupe de travail présession pour la vingt-huitième session du Comité s'est réuni du __ au __ juillet 2002.

30. Les membres suivants, représentant différents groupes régionaux, ont participé aux travaux du groupe de travail : Mme Sjamsiah Achmad (Indonésie), Mme Roselyn Hazelle (Saint-Kitts-et-Nevis), Mme Regina Tavares da Silva (Portugal) et Mme Fatima Kwaku (Nigéria).

31. Le groupe de travail a établi des listes de questions relatives aux rapports périodiques des cinq États parties ci-après : Canada, El Salvador, Kenya, Luxembourg et Norvège.

32. À la 589e séance, Mme Regina Tavares da Silva a présenté le rapport du groupe au nom de la Présidente, dont le mandat en tant que membre du Comité était arrivé à terme le 31 décembre 2002 (voir CEDAW/PSWG/2002/I/CRP.1 et Add. 1 à 5).

I. Organisation des travaux

33. À sa 589e séance, le Comité a décidé de constituer un groupe de travail plénier pour examiner les questions relevant des points 7 (Application de l'article 21 de la Convention) et 8 (Moyens d'accélérer les travaux du Comité) de l'ordre du jour.

III. Rapport de la Présidente sur les activités menées entre la session extraordinaire et la vingt-huitième session du Comité

34. À la 589e séance, l'ancienne Présidente, Mme Charlotte Abaka, a rendu compte de sa participation à la cinquante-septième session de l'Assemblée générale. Elle a indiqué que deux des trois rapports présentés par le Secrétaire général avaient trait à la mise en oeuvre des articles 5, 6 et 12 de la Convention, et que la question de la traite des femmes et des filles serait inscrite à l'ordre du jour de la session à venir de la Commission de la condition de la femme.

35. Mme Abaka a déclaré qu'au cours des débats de l'Assemblée générale, son rôle avait pour l'essentiel consisté à informer la Troisième Commission de la tâche accomplie par le Comité au cours de l'année écoulée. Nombre de délégations avaient réagi favorablement à son intervention devant la Commission et, dans leurs propres discours, s'étaient félicitées des travaux réalisés par le Comité, notamment de la modification de sa méthode de travail qui, de l'avis de beaucoup d'entre elles, rendait d'autant plus intéressant le dialogue constructif qu'elles avaient avec le Comité. De nombreux représentants avaient accueilli avec intérêt la première réunion informelle avec les États parties organisée par le Comité au cours de la vingt-septième session, jugeant cette réunion extrêmement utile, notamment pour la mise en oeuvre de l'article 18 de la Convention.

36. L'ancienne Présidente a également informé le Comité d'un débat qui s'était déroulé à la suite d'une table ronde consacrée à la lutte contre la pauvreté. Lors de ce débat, elle avait évoqué la féminisation de la pauvreté comme étant en grande partie imputable, d'une part, à l'absence d'égalité, en termes de chances, de droits et de statut dont souffraient les femmes tout au long de leur vie et, d'autre part, à toutes les formes de violence dont elles étaient victimes. Les programmes de lutte contre la pauvreté devaient s'attaquer aux obstacles qui empêchaient les femmes et les filles d'exercer pleinement les droits que leur reconnaissait la Convention, et notamment l'article 4.1, en matière d'accès au financement, à l'éducation et à la formation. Elle a encouragé les pays qui n'avaient pas encore ratifié la Convention à le faire, et les États parties ayant formulé des réserves incompatibles avec l'esprit de la Convention à envisager de les retirer.

37. Mme Abaka a rendu compte au Comité d'une réunion tenue le 9 octobre 2002, au cours de laquelle, en compagnie de la Directrice de la Division de la promotion de la femme, elle avait rencontré le Secrétaire général.

38. Ayant attiré l'attention du Comité sur le rapport intitulé « Renforcer l'ONU : un programme pour aller plus loin dans le changement » (A/57/387), que le Secrétaire général avait présenté à l'Assemblée générale à sa cinquante-septième session, l'ancienne Présidente a souligné que ce document contenait des dispositions particulières concernant les droits de l'homme, notamment le système des traités

internationaux relatifs aux droits de l'homme, et contenait un appel à la rationalisation des procédures d'établissement de rapports. Elle avait également débattu avec le Secrétaire général du contenu du rapport et lui avait rendu compte de la première réunion intercomités des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, tenue en juin 2002, qu'elle avait présidée et au cours de laquelle les cinq autres organes présents avaient été encouragés à tenir compte des différences entre les sexes lors de l'examen des rapports des États parties.
